

COMPTES RENDUS

André BOUYALA d'ARNAUD. — *Evocation du vieil Aix-en-Provence*. Paris, Editions de Minuit, 1964. In-8°, 328 p., planche hors-texte.

J. de Duranti La Calade écrivait en 1910, dans les *Annales de Provence* : « Si la continuation des "Rues d'Aix" [de Roux-Alphéran] est désirable, on ne peut supporter l'idée de les refondre. Cet ouvrage appartient à cette catégorie d'objets délicats qu'on ne saurait toucher sans les détruire. » M. Bouyala d'Arnaud a réussi, lui, la gageure dans son *Evocation du vieil Aix-en-Provence*.

Dans un premier chapitre, M. Bouyala d'Arnaud retrace brièvement l'histoire politique d'Aix et l'achève par une description et un commentaire de ses armoiries. Puis, sous la rubrique "Généralités", il rend compte de la topographie successive de la ville et des différents agrandissements dont elle a été l'objet. Il énumère les voies romaines qui donnaient accès à la cité et signale l'importance qu'eut dès l'origine pour Aix l'existence d'eaux chaudes sur son territoire. Il mentionne encore les divers aqueducs qui amenaient cette eau thermale mais aussi l'eau des sources voisines. Enfin le chapitre se termine par la description de deux coutumes propres à Aix : les jeux de la Fête-Dieu et la marche des rois.

Commence ensuite une promenade au travers de la ville, promenade logiquement ordonnée, tout d'abord dans le bourg de Saint-Sauveur, puis dans la ville comtale, autour du couvent des Augustins, entre l'Hôtel de Ville et le palais comtal, autour de la place des Prêcheurs, entre cette place et le boulevard extérieur. Tout au long de cette flânerie, M. Bouyala d'Arnaud, à la suite de Roux-Alphéran, nous conduit de rue en rue, de place en place, s'arrête devant les maisons et nous rapporte les souvenirs intarissables du vieil Aixois. Ce ne sont qu'anecdotes piquantes ou plaisantes sur les personnages qu'ont abrités ces vieilles pierres, récits souvent tragiques des événements qu'elles ont vu se dérouler. Ça et là s'y joignent l'architecture et la décoration des hôtels que ne pourraient désavouer M. Jean Pourrière, M. J.-P. Coste ou même Henri Dobler.

Puis, faisant charnière dans le livre de M. Bouyala d'Arnaud comme dans la topographie aixoise, apparaît le Cours, devenu Cours Mirabeau, en 1876. Ici, c'est aux pas de Marcel Provence que s'attache l'auteur pour nous décrire la grande artère née avec le nouvel agrandissement d'Aix, au xvii^e siècle. Toutefois, à l'inverse de son devancier, il préfère remonter le Cours par le côté droit, le côté aristocratique, pour, après

avoir longé l'hôtel du Poët, redescendre par la rive gauche. Chemin faisant nous sont contés les principaux événements qui eurent le Cours pour théâtre et nous sont présentées, outre les belles résidences qui y furent construites, les fontaines qui en ont fait et en font toujours l'ornement central.

Notre promenade se poursuit par une visite du quartier Mazarin. Là, nous sommes un peu déçus car nous aurions aimé voir l'auteur mettre en valeur, à l'instar de M. Gloton, l'originalité du plan d'urbanisme de 1646 qui devait donner naissance à ce quartier et expliquer pourquoi, si l'on est parvenu à une certaine unité empirique, on ne trouve cependant pas à Aix de place royale ou une ordonnance régulière des façades comme cela était la mode au xvii^e siècle.

Du quartier Mazarin, notre guide nous conduit vers les boulevards extérieurs et de là tout naturellement vers les environs d'Aix. « La campagne aixoise est un grand jardin dominé par le temple de Sainte-Victoire », nous dit M. Bouyala d'Arnaud. C'est ce jardin qu'il explore pour nous et dont, avec l'aide de M. F. Benoit pour Entremont, de l'abbé Constantin pour certaines paroisses du diocèse d'Aix ou de M. J.-P. Coste, il nous fait découvrir les beautés et les curiosités.

Cet ouvrage est le second de la collection qui paraît sous la plume de M. Bouyala d'Arnaud. Le premier, *l'Evocation du vieux Marseille*, lui valut un prix de l'Académie française, l'auteur en connaît donc bien l'esprit. Son but, il le définit lui-même dans son introduction, a été d'étudier « la ville dans ses quartiers, dans ses rues, dans ses maisons avec l'intention d'en donner l'atmosphère toute d'élégance et de charme ». Et certes il y parvient et donne au grand public, aux Aixois curieux du passé de leur ville, aux touristes éclairés, un ouvrage agréablement écrit, fourmillant de détails pittoresques et de consultation aisée car il se termine par un bon index alphabétique. Qu'il nous soit permis de regretter que cet index ne soit pas précédé d'une bibliographie comme dans *l'Evocation du vieux Avignon* par Marius Girard. M. Bouyala d'Arnaud a sans doute consulté tout ce qui a été publié d'important sur Aix, mais, s'est-il reporté aux « Notes sur les rues d'Aix... » données par l'érudite Duranti La Calade dans les *Annales de Provence*? Elles lui auraient évité de reprendre à son compte certaines erreurs commises par Roux-Alphéran. Enfin il est fort dommage que la table des illustrations prévue dans la table des matières ait été supprimée à l'impression, ceci d'autant plus que les gravures et dessins ont été choisis avec goût et que les différents plans de la ville donnés dans le corps de l'ouvrage sont très clairs. Il n'en reste pas moins que ce livre, par sa présentation et l'élégance de son style est tout à fait digne de l'auteur que l'Académie française vient encore de couronner pour ses *Histoires de la Provence*.

S. ESTEVE.

Comtesse de LOMBARDON-MONTEZAN. — *Le Colombier, Histoire d'un domaine familial en Haute-Provence, 1578-1958*. Digne, Impr. Vial, 1965, Grand in-8°, 124 p. Bois gravés par Joubert.

Ce n'est pas un "modeste essai" (selon sa propre expression) que publiait il y a quelques années la comtesse de Lombardon-Montézan, mais une très intéressante étude d'économie et de sociologie rurale sur un domaine de Haute-Provence et sur la vie de ceux qui y vécurent.

Le Colombier se trouve sur le terroir de Vachères, entre Reillanne et Banon, sur les pentes méridionales de la chaîne de Lure et au cœur des "Alpes de Lumière", si bien nommées par l'abbé Martel. Cette histoire de plusieurs familles, de 1578 à 1958, est faite avec une rigueur vraiment scientifique, malgré de souriantes descriptions : il n'est pas un fait ou une réflexion qui ne s'appuie sur une pièce des archives conservées au Colombier. Cette documentation inédite a été scrupuleusement respectée, mais la sécheresse habituelle en pareil cas est remplacée par la couleur et la vie. Il est vrai que les correspondances du XVIII^e siècle et les "Livres de raison", analysés par l'auteur, sont les sources les plus révélatrices et les plus vivantes qui soient : une lettre est un document unique, un tableau, une tranche de vie, la peinture d'un caractère, d'une certaine manière de vivre et parfois de toute une époque. L'une des correspondances du Colombier nous décrit beaucoup mieux la vie à Apt sous Louis XIV que la plus savante des études. Ces lettres touchent aux domaines les plus divers : elles nous livrent les plus petits détails de la vie ménagère et rurale, la composition d'une bibliothèque à Vachères sous Louis XIII, et les lettres des princes de Nassau au président de Servant évoquent même la grande histoire. Une liasse nous donne l'origine des remarquables toiles peintes de l'habitation : c'est Duplessis, de Carpentras (le père ou le fils ?), qui est venu les brosser au Colombier en 1752. Une autre liasse nous fait vivre, avec Charles de Martignan, lieutenant des vaisseaux, les prouesses de Guichen, Glandevès, Fabry, de Grasse : les marins provençaux jouaient alors un rôle de premier plan dans l'Indépendance américaine, grâce à Louis XVI et à Vergennes ; et M. de Sade qui commandait "*Le Triomphant*", sur lequel se trouvait Martignan, battait l'amiral Rodney. Le vainqueur de Rodney est oublié, mais son cousin, le spirituel libertin de Lacoste et de Charenton est tous les jours proposé à notre admiration.

En fait il ne s'est rien passé d'exceptionnel au Colombier, de 1578 à 1958 : mais la simple vérité de tous les jours, la vie d'une famille pendant 350 ans, avec ses joies, ses épreuves, ses drames... et les drames de l'histoire dont toute famille, grande ou modeste, supporte les incidences, donne aux faits un intérêt passionnant. Si les romanciers ou les metteurs en scène, au lieu de torturer leur imagination, s'inspiraient de l'humble vérité des documents d'archives, leurs œuvres évoqueraient celles de Balzac, seraient véridiques et encore plus poignantes.

Il faut être reconnaissant à M^{me} de Lombardon de nous avoir donné un ouvrage qui ne trahit ni ne défigure les familles rurales de toutes conditions, en Haute-Provence. En pénétrant dans leur intimité, on voit qu'en somme elles ont été les servantes du bien public et elles nous font aimer cet aspect du passé. Or, aimer et comprendre le passé — sans vaine complaisance — c'est déjà mieux préparer l'avenir.

Jean BARRUOL.

Bruno DURAND. — *Sainte-Victoire dans l'histoire et dans la légende*. Cavillon, impr. Mistral, 1965. In-8°, 79 p., Ill. de J.-M. Loustanau.

Depuis 1964, une louable tradition toute à l'honneur du maire, M. Marcellin Truphème, semble s'être instaurée dans la commune de Saint-Marc-Jaumegarde. Chaque année, dans la grande salle de l'école communale, M. Bruno Durand est invité à prendre la parole pour faire

revivre le passé et conter l'histoire du terroir. En 1965 c'est Sainte-Victoire qui retint son attention. Ce petit livre est le texte de la conférence qu'il prononça le 29 mai et qu'il refit devant l'Académie d'Aix dont il est le secrétaire perpétuel.

C'est en historien que M. Bruno Durand a recherché les sources de son sujet, mais c'est en poète qu'il le traite. Il commence en évoquant un souvenir qui ne s'est jamais effacé de sa mémoire, celui de la première ascension qu'il fit à Sainte-Victoire, à l'âge de dix ans. C'est alors une présentation de la montagne qui apparaît, avec son magnétisme secret, comme un pôle d'attraction. Son nom même reste mystérieux. L'auteur fait le point sur cette question controversée. « C'est le mont Venturi », appellation à rapprocher de celle du mont Ventoux, souvenir de l'occupation ligure. « La piété populaire a canonisé le nom de la montagne en l'appelant Sainte-Venture ou Sainte-Victoire. » Il est difficile d'identifier la sainte ainsi choisie, aussi M. Bruno Durand incline-t-il à croire « que c'est à Notre-Dame de la Victoire que la montagne fut consacrée à la fin du xv^e siècle », époque à laquelle le culte marial fut particulièrement fervent.

Suit une description de la montagne, « chaîne calcaire située à l'orient de la ville d'Aix et mesurant environ une dizaine de kilomètres de long » et qui fait penser « à quelque monstre accroupi de l'est à l'ouest, à quelque gigantesque dinosaure ». Le point culminant en est le pic des Mouches, avec ses 1.011 mètres d'altitude. L'auteur nous propose alors d'escalader « les gradins de cette imposante architecture », soit par les sentiers difficiles de la face méridionale, soit par le chemin plus accessible qui part de la ferme des Cabassols.

Abordant la pointe de la montagne, il nous fait découvrir un vallon où se dressent une chapelle et les ruines de ce qui fut un ermitage dont il nous retrace l'histoire. C'est Honoré Lambert qui, au milieu du xvii^e siècle édifia de ses deniers l'église, la plaça sous le vocable de sainte Victoire et y fit adjoindre une habitation, mais c'est l'abbé Jean Aubert qui s'y installa et conçut le projet de faire de l'ermitage un centre de pèlerinages. Ne pouvant plus suffire aux soins spirituels de sa tâche, l'abbé Aubert tenta mais en vain de s'associer des religieux. Après sa mort, le monastère ne fut plus occupé que par des ermites insoucients des biens de ce monde qui le laissèrent se dégrader. Une tentative, secondée par C. Gaszinski, fut faite en 1861 pour rétablir le monastère, mais elle échoua. Un dernier ermite, frère Elzéar, s'y trouvait encore en 1877. L'association des "Amis de Sainte-Victoire" essaie depuis 1955 d'assurer la défense du site.

Autre ermitage qu'on ne saurait oublier, celui de Saint-Ser, « accroché au flanc de la falaise méridionale ». Abandonnant cet oasis de verdure, nous sommes entraînés vers le *Garagai*, « énorme crevasse qui perce le rocher » et que l'imagination populaire a auréolé de mystère et de légendes. M. Bruno Durand nous les conte avec talent et complète son récit par celui des explorations dont le gouffre fut l'objet, la première remontant au xvii^e siècle.

Du *Garagai*, il nous transporte vers la cime. Là se dresse depuis 1875 une « croix monumentale qui domine de ses bras de fer l'immensité du paysage ». Les circonstances dans lesquelles elle fut élevée nous sont dévoilées, ainsi que l'histoire des croix de bois qui se succédèrent à cet emplacement et qui toutes succombèrent aux intempéries.

Enfin c'est par un « coup d'œil sur le rôle tenu par Sainte-Victoire dans le domaine de l'art et des belles-lettres » que s'achève l'étude que nous analysons. Après Walter Scott qui situe à l'ermitage Sainte-Victoire un épisode de son roman, *Anne de Geierstein*, nombreux sont les auteurs qui ont évoqué le profil de Sainte-Victoire, tels M. Barrès, E. Henriot, X. de Magallon, E. Sicard, L. Le Cardonnel, J. d'Arbaud. Parmi les artistes qui ont aimé représenter la montagne, le nom de Cézanne mérite une mention toute particulière. « Quel motif éblouissant ! avait-il coutume de répéter. »

Sainte-Victoire a également inspiré M. Bruno Durand. La monographie qu'il en a dressée, écrite dans une langue poétique teintée d'humour et de lyrisme, joint à un intérêt littéraire incontestable une documentation sûre et précise qu'atteste d'ailleurs la bibliographie à laquelle il renvoie ses lecteurs. Remarquablement illustré par la plume de M. J.-M. Loustanau, ce petit ouvrage a sa place dans la bibliothèque de tous ceux qu'attire Sainte-Victoire, de tous ceux qui aimeront en connaître l'histoire et la légende.

Rappelons que sous une présentation similaire, M. Bruno Durand avait fait paraître précédemment : *Saint-Marc-Jaumegarde à travers les âges*, texte de la conférence qu'il avait faite en 1964 et souhaitons que la publication de ces monographies se poursuive pour le plus grand intérêt de l'histoire locale de cette région.

S. ESTEVE.

Paul-F. GEISENDORF. — *Bibliographie raisonnée de l'histoire de Genève, des origines à 1798*. Genève, A. Jullien, 1966. In-8°, xvi-635 p. (Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, XLIII).

Bien que cette imposante bibliographie concerne essentiellement la ville de Genève « et son exigu territoire cantonal actuel, à l'exclusion de toute extension géographique », elle ne saurait laisser indifférents les lecteurs de *Provence historique*, en raison tout à la fois de la personnalité de son auteur, de l'importance capitale des rapports traditionnels entre la métropole du Léman et le Midi de la France, enfin de la forme exemplaire qui fait de cet ouvrage un modèle du genre.

Dans son introduction datée de mars 1965 (les dernières pages, hélas ! qu'il ait écrites), Geisendorf, devenu professeur à la Faculté des Lettres, rappelait qu'il avait commencé à rédiger sa *Bibliographie* « vers 1938, dans les sous-sols de la Bibliothèque publique et universitaire [de Genève] où l'auteur était alors jeune assistant ». A la S.H.A. de Genève et à son commissaire, M. Jean-Daniel Candaux, revient le mérite d'avoir organisé la mise au point et l'impression de cette

somme, à laquelle ont collaboré entre autres, nos amis suisses et confrères Louis Binz et Alain Dufour, si assidus à nos Journées des Archivistes du Sud-Est.

Divisé en trois parties : généralités, histoire spéciale par matières et par époques, l'ouvrage comporte 4.605 numéros, habilement liés entre eux avec de très sobres et pertinentes indications sur leur valeur et leur portée respective.

Dans les rapports avec la France (n^{os} 318 au 370) mention est faite naturellement de l'étude de notre confrère Mireille Zarb sur les relations entre la Provence et Genève parue dans les *Mélanges Busquet (Provence historique, déc. 1956)*. Mais il y aurait encore à glaner dans le très abondant chapitre xvi consacré à la bibliographie (monographies : n^{os} 2177 à 4014, p. 316-506). Sur les liens qui unirent Mirabeau, par exemple, à plusieurs citoyens de Genève (n^o 3267), il faut chercher aussi à Etienne Clavière (n^{os} 2637 à 2643) et Etienne Dumont (n^{os} 2785 à 2794) ¹.

Enfin, quelques index de noms de personnes et noms de lieux incorporés au texte (artistes de l'ancien régime, p. 259-260 ; « campagnes » genevoises, p. 159-162 ; index cumulatif des familles, p. 96-102) et rendant moins nécessaire un index général des matières, achèvent de donner à la dernière publication du regretté Geisendorf la valeur d'un instrument de travail désormais indispensable aux historiens de la Rome du protestantisme qui reste une deuxième patrie pour tant d'hommes épris de paix, de fraternité et de liberté.

C. SIBERTIN-BLANC.

Ferréol REBUFFAT et Marcel COURDURIE. — *Marseille et le négoce monétaire international (1785-1790)*. Marseille, Imprimerie Robert, 1966. In-8°, 190 p., 32 tableaux dans le texte et hors texte.

Il y a peut-être quelque danger à rendre compte d'un ouvrage à la genèse duquel on a été étroitement associé, dont on connaît bien les auteurs et qu'on a vu bâtir page par page, qu'enfin on s'est mis à lire avec avidité dès sa sortie de l'imprimerie, comme si l'on ignorait ce qu'il contient, et que l'on relit encore. Cette sympathie de principe ne va-t-elle point peser sur le sens critique, et, dans cette hypothèse, ne risque-t-on pas de manquer d'objectivité ?

A ce souci primordial, le président Charles Mourre, dans son avant-propos — auquel je m'empresse de renvoyer le lecteur — a, sans le vouloir, apporté quelque apaisement. Il laisse entendre en effet que

(1) L'index des auteurs, pour Mirabeau, renvoie au seul n^o 2791, et le chapitre biobibliographique, sous son nom, au seul n^o 3627 avec renvoi au n^o 163. Ainsi se reconnaît l'utilité qu'il y aurait eu aussi à dresser un index des matières que le système des renvois ne suffit pas à remplacer totalement, mais qui aurait sans doute trop alourdi l'ouvrage. Le livre du duc de Castries (*Mirabeau, ou l'échec du destin, Fayard, 1960*) qui insiste sur les amitiés suisses de Mirabeau n'a pas été indiqué, probablement parce que trop général. Quant à Rousseau, il occupe évidemment une place d'honneur avec 122 numéros (n^{os} 3526 à 3647, p. 451-468), auxquels il faut ajouter certains numéros sur ses relations avec Voltaire, par exemple, rappelés p. 503.

le privilège d'« assister à la lente maturation de l'œuvre » jusqu'à son éclosion confère la garantie d'un bon jugement. C'est donc sous le couvert de son autorité qu'est présentée cette analyse. Le commentateur espère ne rien omettre d'essentiel, sans être toutefois certain d'y parvenir, car le texte, d'une densité extrême, ne permet guère les raccourcis.

Quel est donc ce « négoce monétaire » qui a animé les échanges dans les dernières années de l'Ancien Régime, ainsi qu'au début de la Révolution, et où Marseille joue visiblement le premier rôle ?

Il consiste d'abord à acheter des piastres qui arrivent en quantités énormes d'Amérique espagnole et dont le commerce est libre. Ces piastres sont parfois simplement revendues quand la différence des cours d'une place à l'autre le permet ; mais ce n'est là qu'un élément secondaire du trafic. L'essentiel est de transformer les piastres en *talari*s, c'est-à-dire en thalers à l'effigie de l'impératrice Marie-Thérèse, monnaie qui fait prime sur tous les marchés de l'Empire Ottoman, si familier aux Marseillais, et dont le cours est toujours supérieur à celui de la piastre. Il s'agit donc d'envoyer les piastres aux ateliers impériaux qui les fondront et renverront à leur place des thalers, puis d'expédier ces derniers dans les ports levantins en gagnant la différence entre les cours des deux types.

Comme cette différence est relativement faible — et lorsqu'elle l'est trop, on arrête la spéculation — comme d'autre part il y a de nombreux frais à supporter, on ne peut s'assurer un gain réel qu'en négociant de très grandes quantités de pièces et dans le minimum de temps. La rotation du même capital transformera le bénéfice insignifiant d'une opération isolée en un bénéfice annuel élevé, par l'effet de nombreuses opérations successives et rapidement liquidées.

L'étude approfondie de MM. Rebuffat et Courdurié fait ressortir que ce négoce s'est révélé bénéficiaire pendant une courte période (1785-1790), mais que, tout au long de ces cinq années, les négociants marseillais intéressés y ont réalisé de gros profits, et il en a été de même pour leurs partenaires des autres places. La zone d'échanges entre piastres et thalers est en effet très étendue. Elle va de Cadix aux Dardanelles, recouvre l'Espagne, le midi et l'est de la France, le centre et le nord de l'Italie, enfin l'Europe Centrale : Suisse, Allemagne du Sud, Autriche et provinces alpines jusqu'à l'Istrie. Ce négoce est donc bien international et Marseille se trouve au centre du dispositif : elle est le point d'attraction des principaux courants de piastres, des routes qui mènent vers les ateliers monétaires intéressés et la grande porte ouverte sur le Levant, pays de destination des pièces où se dessine le profil de l'impératrice-reine.

Ce négoce comporte quatre opérations successives : acquisition des piastres par les Marseillais ; envoi de ces piastres aux Monnaies impériales pour leur transformation en thalers ; groupement de ces thalers à Marseille, enfin expédition des mêmes thalers aux échelles du Levant.

L'acquisition des piastres se fait régulièrement par la voie de Cadix sur autorisation donnée par la banque de Saint-Charles qui s'est vu confier, depuis sa fondation en 1782, le monopole des sorties. Rien que

dans les années 1786-1788, la quantité importée par Marseille dépasse d'assez loin deux millions d'unités. Le transport est assuré par les grands négociants de Cadix, en particulier par la maison Magon-Le Fer qui apparaît comme la plus grosse exportatrice. Les piastres sont payées en lettres de change, ce qui pose un double problème : celui de l'approvisionnement des acheteurs en lettres, et celui, plus difficile à résoudre, de la cession de ces lettres à un cours qui paraisse avantageux aux vendeurs espagnols. Il y a loin, en effet, de Marseille à Cadix et l'expédition des lettres acquises à un cours favorable peut réserver une surprise fâcheuse à l'arrivée dans le port espagnol, ce cours ayant eu le temps de baisser dans l'intervalle. En général, le négociant marseillais ne s'attend guère à trouver un bénéfice dans cette négociation. Il ne faut, en effet, jamais perdre de vue que l'acquisition des piastres n'est qu'une préface à une spéculation sur les ventes ultérieures de monnaies.

L'achat des piastres arrivées d'Espagne en fraude est autrement profitable aux spéculateurs. Il n'y a guère, en effet, surtout en matière de monnaies, de commerce régulier qui ne soit doublé d'un commerce illégal. La contrebande s'exerce partout. On a parfois tendance à se la représenter essentiellement comme un parasite du négoce maritime, et tout de suite on songe à la Méditerranée, où la fragmentation politique multiplie les oppositions douanières et par conséquent les possibilités de fraude. On pense à Marseille et à Sète, à Gênes et à Livourne, aux ports insulaires, à ceux d'Italie méridionale, de ce royaume de Naples où le roi Don Carlos a pu mesurer le degré de virtuosité de ses sujets dans l'art de se soustraire aux droits. On considère peut-être moins souvent ce qui se passe dans la Manche et l'Atlantique, et cependant, pour être moins ouverte, la contrebande entre les ports français et anglais cause encore plus d'inquiétudes au Contrôle Général. Mais il serait imprudent de s'imaginer que l'Europe Centrale offre à cet égard une situation plus rassurante. L'habileté des contrebandiers genevois au xvii^e siècle nous est connue par les récents travaux de M^{me} A.-M. Pluz, comme celle de leurs vis-à-vis franc-comtois ou savoisiens ; et sur les frontières des Pays-Bas autrichiens leurs émules flamands n'ont rien à apprendre. Dans cette compétition d'un nouveau genre, on ne saurait finalement à qui octroyer la palme... si toute incertitude ne se dissipe lorsqu'on considère d'un peu près ce qui se passe dans la péninsule ibérique, frontière terrestre et côté mer. On se trouve ici dans la terre d'élection de la contrebande. Depuis les origines de la colonisation, c'est la fraude de règlements douaniers, reconnus d'ailleurs comme inapplicables, qui a fait la fortune de Cadix. Gibraltar et Barcelone sont devenues des citadelles de la contrebande maritime, et au nord, du côté français, s'il y a encore des Pyrénées, elles ne représentent un obstacle que pour le commun des voyageurs ; au contraire, elles sont d'une perméabilité étonnante aux frontaliers, pour qui la contrebande est la principale et parfois l'unique industrie. Voilà dans quelles conditions Don Carlos, édifié sur le compte des contrebandiers napolitains, trouva l'Espagne lorsqu'il en devint roi, en 1759, sous le nom de Charles III. Arrivé avec des intentions exterminatrices, il allait livrer aux fraudeurs une guerre sans merci, et il y eut quelque mérite. Nos deux auteurs montrent que, sur le front nord de la Catalogne, en 1787, une véritable armée de 100.000 contrebandiers s'opposa résolument aux 40.000 doua-

niers envoyés contre eux et que, lorsque les adversaires en vinrent aux mains, si les irréguliers durent rompre le combat, ce fut en sauvant leurs mulets et les objets de leur négoce. Finalement, les efforts du souverain réussirent à abaisser la valeur des piastres sorties en fraude de 20 millions en 1786 à 8,5 millions en 1787, ce qui était un joli résultat ; mais la contrebande n'en fut pas extirpée pour autant. On est donc bien obligé de reconnaître que, sans elle, le trafic monétaire international des années 1787-1790 eût été compromis, tandis qu'il s'est montré, en fait, singulièrement actif.

On se doute bien que les piastres transportées par les contrebandiers espagnols en territoire français non seulement trouvent preneurs, mais sont attendues avec impatience. Roux en reçoit d'Oloron par les soins de la maison Casenave et Caubarrus. A l'autre extrémité de la chaîne, Perpignan est un grand centre de groupement des espèces. Là se dessine une curieuse silhouette, celle de Jean Ribes, directeur de la Monnaie et receveur général des Finances. Cet agent du Roi se sert audacieusement de ses fonctions officielles pour spéculer à son compte : tandis qu'il pourvoit d'écus de France de gros financiers tels que Le Normand, administrateur de la Caisse d'Escompte, d'autre part, il fait venir d'Espagne des piastres qu'il revend un peu partout : à Montpellier, Marseille, Lyon, Paris même et Limoges... et il encaisse le bénéfice des ventes. Mais le courant monétaire le plus intéressant, de beaucoup est celui qui, concentrant à Toulouse les envois des contrebandiers catalans, dirige les piastres d'Espagne sur Marseille, via Montpellier.

Ce courant Toulouse-Marseille et le double courant Marseille-Augsbourg aller et retour, dont il sera question plus loin, ont été signalés en 1954 par M. Louis Dermigny dans une inoubliable étude sur les circuits de l'argent. Après un légitime hommage rendu au précurseur, MM. Rebuffat et Courdurié, appuyés sur les nombreux documents du fonds Roux classés depuis lors, vont montrer l'importance des bénéfices réalisés par Joulia de Toulouse et Roux de Marseille qui spéculent ici de compte à demi. Les deux opérateurs sont depuis longtemps déjà associés pour la négociation des lettres de change et y font des bénéfices. C'est par hasard, en 1785, que Joulia, ne pouvant régler son débit à Roux, faute de trouver à Toulouse du papier sur Marseille, lui fait accepter des piastres en règlement. L'affaire s'est révélée avantageuse pour Roux. Aussi les deux parties s'entendent-elles pour spéculer sur la piastre, qui est toujours plus chère à Marseille qu'à Toulouse. Joulia recevra à bon compte des piastres des contrebandiers catalans et les expédiera à Roux à intervalles réguliers. Le voyage par route ne coûte que 3 deniers par pièce et ne dure pas plus d'une semaine, de sorte que les expéditions, dans les périodes les plus favorables, ont porté sur de fortes quantités, parfois jusqu'à 8.000 pièces. Le gain, dès le début, a été sérieux, variant de 7 à 20 deniers par unité, pour atteindre quelquefois 2 sols. La rotation des capitaux, exceptionnellement rapide, l'élève à un taux également exceptionnel. En 1787, par exemple, le règlement d'une vente demande à peine de 15 à 20 jours, et le capital sitôt récupéré recommence à servir. Aussi, un bénéfice qui, dans telle opération de l'année représente seulement 0,92 % du capital, ressort à un taux supérieur à 11 % ; dans telle autre, un gain qui atteint 1,5 % représente un intérêt annuel de 18 %. D'où l'enthousiasme de Joulia, qui trouve ces résultats *merveilleux* et même *fabuleux*. Le

malheur est que la situation, très favorable depuis 1785, ne restera pas toujours au beau fixe. Un premier essoufflement se produit en 1788, du fait de la concurrence des autres places sur le marché de Toulouse. On demande des piastres à Genève, à Bordeaux, à Paris et les acheteurs lyonnais, bien placés pour en servir aux demandeurs, se livrent à Toulouse à une véritable surenchère auprès des contrebandiers qui ne livrent évidemment leurs espèces qu'au plus offrant. En conséquence, les envois s'espacent et le taux des bénéfices annuels s'en ressent. Après une forte reprise, ce négoce va s'arrêter en 1790, faute aux acheteurs toulousains de pouvoir trouver des espèces françaises pour acquérir les piastres qui leur sont offertes.

Voici donc un premier courant créateur de profits. Ce même courant va en engendrer d'autres. Il s'agit en effet de transformer en *talaris* les piastres arrivées en contrebande par la voie de Toulouse, et auxquelles se joignent, quelquefois, d'autres piastres venues de Barcelone par mer. Les Marseillais les expédient à Augsbourg, aux soins du banquier Ignace Carli qui se chargera de les faire fondre à la Monnaie impériale de Günzbourg, peu éloignée. Celui-ci d'ailleurs sera mis, dès 1788, en compétition avec deux de ses confrères, Rebay et Liebert. Mais cet itinéraire est long et comporte deux relais, dans chacun desquels Roux a un correspondant : à Lyon Claude-Aimé Vincent, à Strasbourg P.-J. Franck, l'un et l'autre jouant le rôle de réceptionnaire et de réexpéditeur. Les pièces sont ainsi contrôlées dans chaque ville, à l'aller comme au retour. Roux est le plus souvent en compte à demi avec Vincent et avec Carli ; mais il est aussi simple commissionnaire pour les expéditions d'espèces que ses deux correspondants font à titre privé ; enfin il opère parfois à son compte personnel.

Il y a dans ce mouvement un premier bénéfice aléatoire sur les seules piastres, dont le cours baisse lorsqu'il y a de forts arrivages à Marseille et se tend au contraire lorsqu'on n'en a plus assez pour satisfaire les Lyonnais. C.-A. Vincent en achète donc lui-même lorsqu'il se produit une forte baisse à Lyon ; inversement il lui arrive de vendre des piastres destinées à Augsbourg s'il intervient chez lui une hausse suffisante.

Cependant le bénéfice fondamental, le plus sérieux et le plus régulier va ressortir de la différence de prix entre la piastre et le thaler, celui-ci étant toujours plus cher. En 1786, le cours de la piastre à Marseille est en moyenne de 5 livres 8 sols, celui du thaler de 5,13,6. L'écart est d'environ 5 sols et entraîne, tous frais payés, un bénéfice de 3 sols 6 deniers par unité ; il arrive donc à Roux de vendre des thalers sur la place. Mais l'occasion ne se produit pas souvent et la situation se dégrade à partir de 1787. La plus grande partie des *talaris* reste donc disponible pour les échelles du Levant ; en effet, en 1788, par exemple, Roux, qui a vendu à Marseille 87.913 thalers en provenance d'Augsbourg, n'en expédie pas moins de 280.463 à ses correspondants levantins.

Cependant, à cette date déjà, la Monnaie de Günzbourg n'est plus seule à frapper les pièces à l'effigie de Marie-Thérèse. Un autre atelier va entrer en scène et le dépasser en activité, celui de Milan. A la suite de la voie allemande, voici qu'apparaît la voie italienne. « L'atelier monétaire se rapproche de la source du métal » (L. Dermigny), celui-ci

arrivant désormais par les ports italiens de Gènes et Livourne et, naturellement par Marseille. Jusqu'ici le trafic des piastres et des thalers avec l'atelier milanais n'avait pu être suivi, le fonds Roux seul ne suffisant pas à en établir le mécanisme. La nécessité s'est donc imposée à nos deux auteurs de consulter les sources italiennes, et c'est ainsi que M. Courdurié est allé faire une enquête en Italie sans autre guide que son flair et sa connaissance approfondie de la langue de Dante. En peu de temps, il a réussi à rapporter des archives de Milan et de Gènes de quoi compléter les indications du fonds Roux, et voici ce qui ressort de l'ensemble.

Jusqu'en 1786, la grande place lombarde, isolée des centres d'approvisionnements de Hall et de Günzbourg par toute la masse des Alpes centrales, ne pouvait maintenir le contact avec eux que par des routes longues, coûteuses et non point sans dangers. Elle demanda donc et obtint de l'empereur Joseph II l'autorisation de frapper des thalers dans son propre atelier monétaire et de les faire circuler librement, à la condition expresse que le métal à frapper vint de l'étranger ; on éviterait ainsi la rarefaction des espèces en Lombardie. Ce sont les piastres d'Espagne qui, une fois de plus, allaient servir ainsi de matière première et c'est le grand centre marseillais qui se trouvait le mieux placé pour les fournir. De nouvelles routes de monnaies s'établissent donc depuis Marseille jusqu'à Milan par les ports italiens qui desservent l'Italie continentale : Gènes d'abord, puis Livourne. La maison Roux envoie des piastres au banquier milanais Tauzi par les soins du génois Pallavicino, qu'imiteront bientôt ses compatriotes Célésla-Rossi, puis encore, en 1789, par ceux des maisons livournaises Uzielli et Archivolti. Le retour se fait naturellement en thalers par les deux mêmes ports et Marseille sur des felouques et des tartanes conduites par des marins expérimentés, tandis que les Italiens vont compléter leurs bénéfices par des envois directs au Levant. Soutenu par un négoce de lettres de change et même par l'intervention d'écus de France toujours abondants en Ligurie, ce trafic de monnaies se révèle productif dès le début et se maintiendra, comme les précédents, jusqu'à la fin de 1790. En octobre et novembre de cette même année, on évaluera encore le bénéfice à 19 deniers par pièce, bien que la baisse de la livre française ait commencé à freiner les transactions. Quant aux échanges de monnaies, les auteurs évaluent à 300.000 pièces le mouvement des piastres et à 400.000 celui des thalers, sans parler de 37.000 écus français de 6 livres introduits dans le circuit par Roux, en 1789, lorsque le papier vient à manquer, — expédient auquel le négociant marseillais refusera de se livrer par la suite, car il relève de la pure et simple contrebande.

Nous voici cependant devant le secteur final et culminant du trafic, celui du Levant. L'expédition par Marseille des thalers venus de Günzbourg ou de Milan constitue, on le sait, le but de toutes les préoccupations antérieures. C'est sur les seuls bénéfices de ce courant d'ouest en est que comptaient, à l'origine, les spéculateurs. Si, par un heureux concours de circonstances, les mouvements préparatoires se sont révélés intrinsèquement productifs, le courant levantin n'en demeure pas moins le plus important par la masse du numéraire expédié.

Depuis la Guerre de Sept ans, les Marseillais avaient bien fait quelques essais d'exportation de piastres et de thalers aux Echelles ; mais ces envois portaient sur de faibles quantités. Au contraire, dès

1786, les thalers impériaux concentrés au Lacydon vont prendre la route du Levant en quantités impressionnantes : 380.623 unités en 1786, 759.589 en 1787, 1.042.692 en 1788 et encore 404.169 en 1789. Ces espèces ont comme objectif la grande place de Smyrne, où d'importantes maisons, la plupart d'origine marseillaise, leur feront un sort : Martin et Reboul, Porry et Tornézy, Escalon, Caillol. Les expéditions vers Constantinople, aux soins de Perrin frères ou de Gourdez et Crespin, sont de beaucoup moins importantes. Ces réceptionnaires paient leurs achats en lettres de change sur les principales places européennes, Vienne, Venise ou Amsterdam, le papier sur Marseille étant introuvable et le papier sur Livourne une rareté. Quant aux bénéfices, il paraît dès l'abord assez paradoxal d'y songer, si l'on s'arrête à la réputation faite au commerce du Levant à cette même époque, — les Marseillais vendeurs ou acheteurs de marchandises dans les Echelles ne cessant de se lamenter sur « les pertes des retours ». Or, ce "jargon de négociants" donne une idée incomplète, donc inexacte de la situation. Les pertes sont dues en effet à une dépréciation de la monnaie turque à l'entrée en France ; mais cette dépréciation a déjà eu en contrepartie un bénéfice non moins réel, lors de la vente des marchandises expédiées de Marseille, ce dont les intéressés, en général, ne soufflent mot. C'est, en revanche, ce qu'exposera clairement quelques années plus tard le baron Félix de Beaujour. « La perte, assure le négociant philanthrope, ne vient point de l'achat des retraits, puisqu'elle a été rachetée par le bénéfice des envois... Elle tient uniquement à la différence des monnaies. » Si donc au retour le déficit est réel, il faut retenir qu'il y a eu d'abord un bénéfice à l'entrée et toute la question est d'établir lequel, de ce bénéfice à l'entrée ou de la perte à la sortie, l'emporte en valeur.

Or les exemples cités par nos auteurs montrent qu'en 1788, « compte tenu du prix du numéraire rendu dans le Levant et de son prix de vente », le gain d'entrée est en moyenne de 35 % et la perte à la sortie de 30 % ; soit un gain net de 5 %. L'opération ne durant guère plus de 3 mois, on peut la renouveler 3 à 4 fois dans l'année et réaliser ainsi, tous frais déduits, un bénéfice de 13 à 17 1/2 %. C'est là, jusqu'aux événements graves de 1789, un résultat courant et d'autant plus à considérer que le trafic porte sur des cargaisons entières d'espèces monnayées. Ainsi Perrin, de Constantinople, dont l'activité est loin d'atteindre celle des maisons de Smyrne, réalise en 1788 un gain de 10.800 livres, dont moitié est portée au compte de Roux. Il faudra les effets de la nouvelle guerre russo-turque, la baisse du commerce des marchandises et la mobilisation des espèces étrangères par la Porte pour atteindre sérieusement ce négoce, et la chute de la livre française, en 1790, en marquera la fin.

Le trafic international des monnaies est la dernière flambée du commerce marseillais dans les dernières années de l'Ancien Régime. Si, d'ailleurs, des gens avisés tels que les Roux et avec eux les Payan, les Dolier, les Favre-Dragon, s'y sont livrés avec entraînement, ce n'est pas seulement parce qu'ils y réalisaient de gros bénéfices, mais tout autant parce qu'ils ne pouvaient guère en trouver ailleurs. A cette même époque, en effet, leur négoce courant, celui des marchandises, traverse une crise. Les deux directions favorites de leur activité sont le Levant et les Antilles et le pouvoir central qui voudrait les voir s'engager sur d'autres routes, celle du Nord en particulier, leur reproche assez cet exclusivisme.

Or, en 1785, ils perdent de l'argent : aux Iles, à cause de la saturation du marché des produits coloniaux et du déséquilibre des prix ; — aux Echelles par le conflit russo-turc et la crise économique consécutive qui restreint les achats au dehors. Enfin l'année 1786 est celle où l'Espagne, après des siècles d'isolement à l'égard des Infidèles, conclut la paix avec les Algériens, de sorte que le rôle classique d'intermédiaire joué par Marseille entre les Espagnols et les Barbaresques est en décroissance. Autant de motifs, pour les marchands les mieux organisés du Lacydon, de chercher du profit dans cette nouvelle forme du négoce sur des marchés qui leur sont familiers.

Nouveau par son objet même et aussi, comme on va le voir, par la présentation, appuyé sur un appareil critique que l'on peut, sans hésitation, qualifier d'exhaustif, le travail de MM. Rebuffat et Courdurié demeure classique de forme. Le style en est toujours clair et précis. Le vocabulaire nullement esotérique, demeure celui de tout le monde. Comme les premiers collaborateurs en date de l'*Histoire du Commerce de Marseille*, nos auteurs ont écrit pour les spécialistes, certes, mais tout autant pour le grand public, et ils ont atteint leur but, car leur volume, à six mois de sa parution, est déjà apprécié des négociants et des juristes comme des historiens. Ce succès, qui est un peu celui du milieu archivistique régional, leur a été doublement facilité par une connaissance approfondie des sources et une formation historique commune. A ces avantages fonciers, M. Rebuffat joignait le capital de son expérience, M. Courdurié son goût de la recherche, sa compétence bancaire et comptable, épaulée en l'occurrence par celle de M. Pierre Cruvellier, expert-comptable et sous-directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Marseille, dont j'ai fort apprécié jadis l'intelligent concours.

On louera également dans cet ouvrage l'extrême abondance des données numériques. Il n'a pas fallu moins de 32 tableaux pour encadrer la masse des indications recueillies dans les fonds français et étrangers. Le fait d'avoir réuni et publié des statistiques telles que les cours mensuels des changes à Marseille, Lyon, Gênes et Smyrne pendant les années 1787 à 1790 sera particulièrement apprécié des connaisseurs. Mais la surprise est dans la présentation matérielle du volume. Ici, les références ne figurent plus au bas des pages ; elles occupent toute la page de droite, en face du texte qui demeure, lui, invariablement sur celle de gauche. L'innovation apparaît hardie, mais l'abondance et la longueur des notes la justifiaient pleinement. J'irai jusqu'à dire qu'elle est à conseiller pour des travaux fondés sur une documentation aussi abondante. Les notes se trouvant très voisins des parties du texte auxquelles elles se réfèrent, on n'éprouve pas cette sensation de coupure qui attend le lecteur lorsque, d'un numéro placé en haut d'une page, il lui faut se reporter à la note qui se trouve au bas, puis "remonter" ensuite pour reprendre le fil de sa lecture. Dans le nouveau dispositif, la déviation latérale du regard gêne moins que le décrochement vertical et la compréhension du texte gagne en rapidité. Enfin, que dire des tableaux de chiffres ! Dans la composition de cet ouvrage, l'ingéniosité des auteurs et le "métier" de l'imprimeur Robert se sont harmonieusement soutenus, et le résultat a dépassé tous les espoirs.

MM. Rebuffat et Courdurié viennent d'écrire un livre qui rencontrera peu de lecteurs indifférents, mais en passionnera davantage. Ils ont eu un grand courage à l'entreprendre, car la nouveauté attire souvent

la controverse ; mais ils n'ignorent pas que de celle-ci jaillit la lumière, quelquefois même avec éclat, et ils sont assez documentés pour défendre, le cas échéant, leurs conclusions. A tous ces titres, autant que par les qualités foncières de leur travail, ils ont droit à la sympathie générale et aux compliments les plus chaleureux de leurs amis.

Gaston RAMBERT.

Henry ARNAUD. — *La vie étonnante de J. Joseph Allemand, apôtre de la Jeunesse*. Marseille, Impr. SOPIC, 1966. In-8°, 405 p. + 15 pl.

M. Allemand, prêtre du diocèse de Marseille, a fondé en 1799 une Œuvre pour la Jeunesse qui, établie rue Saint-Savournin depuis près d'un demi-siècle, a essaimé dans la ville et a, depuis ses origines, réuni les jeunes gens par milliers. Il n'existait jusqu'ici, sur la vie du fondateur, que deux livres parus en 1851 et 1865 et tous deux à ce jour épuisés. La vie que nous donne Henry Arnaud procède du désir d'offrir aux fils de l'Œuvre une biographie nouvelle et de la nécessité de rajeunir des récits qui, écrits il y a un siècle et plus, portaient la marque de leur temps.

L'auteur qui, pour encadrer son personnage, s'est documenté dans quelques bons ouvrages d'histoire locale et générale fait d'une plume alerte un tableau des milieux où s'est déroulée, de 1772 à 1836, cette vie « étonnante ». Il ne prétend pas à l'érudition et ne semble pas avoir cherché dans les archives un supplément de précisions. Il utilise largement le livre de l'abbé Gaduel et — faute d'autres sources — transcrit d'importantes parties de son récit.

Mais, étant lui-même enfant de l'Œuvre, il a respiré l'air de la maison, recueilli auprès des anciens l'écho des traditions, retrouvé les origines des survivances. Surtout il a eu accès aux papiers de M. Allemand, à ses lettres, à ses méditations, à ses plans d'instructions, aux règlements de vie qu'il s'est donnés, à ceux qu'il a composés pour la direction de sa maison. L'analyse et les citations qu'il en donne éclairent le déroulement de sa pensée et permettent de suivre la genèse et le développement de son Œuvre. L'homme, le prêtre, le fondateur apparaissent ainsi, non pas dans l'attitude repliée, un peu chétive où le sculpteur l'a figé, mais avec les fortes vertus de l'homme d'action, de l'entraîneur — on allait dire du séducteur — qui expliquent le succès de son entreprise qu'il a exercée comme « Père de la Jeunesse » sur tous ceux qui l'ont approché.

C'est cette force d'âme appuyée sur une spiritualité profonde, sur une énergie puisée aux sources de la foi et sur une impitoyable rigueur envers soi-même qui l'a soutenu dans les épreuves qui jalonnent sa vie. Né à la fin du règne de Louis XV, il arrive à l'adolescence au moment où éclate la Révolution. Et dans les dix années qui suivent, décidé à se faire prêtre, il mène hors de sa famille qui l'a repoussé, sans séminaire pour soutenir sa vocation, la vie périlleuse de catéchiste clandestin au service de prêtres proscrits. La fin de la Révolution coïncide avec son ordination (1798) et la naissance de son Œuvre (1799). Le régime napoléonien lui réserve d'autres traverses : au cours du conflit qui met aux

prises l'Empereur et le Saint-Siège, l'Œuvre de la Jeunesse, victime des suspicions de la police qui voit dans les associations religieuses des foyers d'ultramontanisme est interdite. Elle ne rouvrira qu'après le retour des Bourbons.

Cette histoire mouvementée nous promène dans tous les quartiers de Marseille et du terroir : dans la vieille ville où le petit Jean-Joseph naît rue de la Bonneterie, fait ses études au Collège oratorien de Saint-Jaume, hors de la porte d'Aix où il fréquente l'Institut des Pères du Bon Pasteur, à Saint-Laurent où il sera six ans vicaire auprès du curé Bonnafoux ; puis dans nos banlieues, à Sainte-Marguerite où les jeunes de la Bourgade font retraite, à Saint-Henri, à Allauch, dans les grottes et les lieux solitaires de la campagne où se tiennent la nuit, pendant la Terreur, des assemblées du Désert ; dans les prisons de la ville d'où le frère de Jean-Joseph, secrétaire de Barbaroux, partira pour l'échafaud ; dans les alentours de la Plaine Saint-Michel, proches du lieu où, l'année de son ordination, des prêtres qu'il avait visités avaient été fusillés, à la rue Curiol, à celle du Laurier (aujourd'hui de la Bibliothèque), à la rue Saint-Savournin, locaux successifs où, avec celui de la place de Lenche, l'Œuvre voit le jour, grandit, se fixe enfin.

Dans les règlements qu'il lui a donnés, son Œuvre, parallèle à d'autres institutions de Jeunesse nées dans le même temps, apparaît sous des traits vigoureusement originaux, non pas enfermés dans des formes strictes que l'évolution des esprits et des besoins eût condamnées, mais souple, compréhensive et largement ouverte sur l'avenir. La place qui y est faite à côté de la formation morale et spirituelle, aux jeux de plein air, ancêtres de nos sports, ne manquera pas d'intéresser tous ceux — parents et éducateurs — que préoccupent les questions de la formation de la Jeunesse et de l'emploi de ses loisirs.

Félix-L. TAVERNIER.